

SECTION**MESSAGERIES****PRESSTALIS****COMMUNIQUÉ**

Les salariés de la presse n'ont jamais été dupes !

Dans les prochains jours, les salariés de la société de Messagerie de presse Presstalis (NMPP) vont prendre connaissance de la teneur d'un plan dont le cadre a été fixé dans le rapport de Bruno Mettling.

Cependant, ce haut fonctionnaire de Bercy nommé par le Premier ministre a retranscrit ni plus ni moins les souhaits des éditeurs les plus influents. Entre le plan « Défi 2010 » et la venue « soudaine » de M. Mettling, les « décideurs », s'étaient déjà consultés sur les mesures à prendre dans la foulée de la dernière réforme de la distribution. Suite aux Etats généraux de la presse, le rapport d'Arnaud de Puyfontaine sur la distribution de la presse remis le 7 septembre 2009 à l'Elysée évoquait déjà les futures « difficultés de trésorerie » des NMPP pour justifier la réduction urgente des coûts logistiques. Bien avant, d'autres rapports avaient donné les bases de l'architecture libérale de la distribution de la presse pour demain : le rapport Giazzi (septembre 2008), le rapport Tessier (février 2007) et le rapport de l'Institut Montaigne en 2006.

Le rapport Mettling n'est en réalité qu'une compilation de ces diverses « contributions », estampillée du sceau de l'Etat et donc pourvu de l'autorité... D'ailleurs, la direction logistique de Presstalis n'a pas attendu la publication de ce rapport puisqu'elle s'est prévaluée de ses préconisations dès janvier 2010, soit trois mois avant sa publication pour tenter de restructurer à la hussarde la branche des quotidiens.

Les visionnaires sont toujours bienvenus dans les périodes troubles, il est regrettable que ceux-ci n'aient pas anticipé le « déficit » de Presstalis. Des difficultés financières si surprenantes que Bercy se voit dans l'obligation d'en faire porter la responsabilité aux éditeurs. Pour Bruno Mettling, celles-ci : *“résultent avant tout d'une gestion qui s'est écartée des principes traditionnels du modèle coopératif, qui auraient dû conduire l'ensemble des éditeurs et des actionnaires à mettre en réserve une fraction du résultat dans les périodes favorables afin d'être en mesure de faire face à la dégradation future des volumes”*.

.../...

Non, les salariés de Presstalis ne sont pas dupes de cette mise en scène où, au bout du compte, on leur ressert la tarte à la crème qui impute les difficultés du système de distribution à des « surcoûts sociaux ».

Dupes, ils ne le sont toujours pas quand des déclarations fleurissent ces derniers temps faisant mine de s'intéresser à leurs problèmes et au système coopératif de distribution. Les salariés de la presse ont encore en mémoire les positions des uns et des autres au sein de notre CGT sur le dossier NMPP. Ceux qui aujourd'hui sont les plus bavards sur la question de la distribution et de ses salariés se complaisaient encore tout récemment dans une neutralité bienveillante, voire en parfaite harmonie avec les orientations patronales.

Ainsi, la réforme « Défi 2010 » qui ouvrirait pourtant les portes d'une dérégulation et d'une précarisation du système de distribution a été qualifiée par notre fédération en juin 2008 d'une réforme qui avait « du sens ». Une réforme qui « visait à construire, à améliorer la productivité et la qualité de la distribution ».

Or, la réduction des dépôts de presse, la création d'une plate-forme multimodale avec Géodis et le transfert accéléré des prestations vers cette société de logistique, la politique d'assortiment et d'animation commerciale qui pénalise les petits éditeurs découle tout naturellement du plan « défi 2010 ».

La Section Messageries de notre syndicat n'aurait-elle pas usé d'une bonne pédagogie pour que certains camarades se soient trompés au point de condamner hier notre combat ?

Il ne s'agit pas ici de ressasser le passé pour s'interdire de construire ensemble dès à présent quelque chose de solide. Mais avant tout, il nous faut déterminer clairement le compte tenu de notre réponse syndicale face à l'offensive libérale pour détruire le système coopératif de distribution.

La priorité n'est pas celle qui consiste à rechercher des solutions sociales qui sont toujours des conséquences d'un choix politique et économique de la direction générale et des patrons de presse. Une organisation syndicale qui s'attèlerait à résoudre prioritairement un problème d'ordre politique en termes de mesures sociales serait dans une démarche d'accompagnement.

La priorité demeure toujours dans le traitement politique du dossier en question et à élaborer en ce sens des solutions industrielles alternatives qui reposent à la fois sur la défense du système coopératif et sur le positionnement des salariés des messageries avec le maintien de leurs statuts.

Non, les salariés de Presstalis et de la presse en général, ne sont pas dupes et sont également conscients que l'unité syndicale est une nécessité pour faire obstacle aux attaques patronales.

Puisqu'ils ne sont pas dupes, ils demandent à tous ceux qui veulent les aider dans leur combat à formuler d'une manière plus explicite leur soutien et à s'abstenir dès à présent de toute attitude préjudiciable à l'unité syndicale. A ce titre, des signes forts peuvent être donnés dans de nombreux secteurs. Ainsi, à la SPPS, où de toute évidence les seuls représentants CGT de l'entreprise plébiscités par le personnel sont ceux du SGLCE, la seule attitude syndicale responsable de tous ceux qui se prévalent des valeurs de la CGT serait de reconnaître dans ce cas précis la légitimité de ses représentants et de s'interdire toute démarche de division.

En attendant, les salariés de la presse pensent comme le philosophe Alain :

« Ce qui est difficile, c'est de n'être jamais dupe, et cependant de tout croire de l'homme ».

Le 15 juin 2010